



VIGILANCE & ACTION

*"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".*

Bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 164 AVRIL 2003 - 4 € ISSN 0989-3237

LA FRANCE EST DE RETOUR

par Jacques ROUGEOT, professeur à la Sorbonne

La guerre d'Irak est terminée. Autrement dit, c'est maintenant que les choses sérieuses commencent.

En effet, l'issue des opérations militaires ne pouvait guère faire de doute, tant la disproportion des forces en présence était gigantesque. D'un côté, la nation la plus puissante du monde, militairement plus puissante à elle seule que tout le reste du globe, soutenue par un allié non négligeable et disposant d'un pouvoir de destruction comme l'humanité n'en avait jamais connu. En face, un pays d'une vingtaine de millions d'habitants (deux fois la Belgique), totalement isolé, asphyxié par douze années

d'embargo, disposant d'un armement dérisoire, encore réduit à la suite des inspections de ces derniers mois, combattant certes sur son sol, mais pour l'essentiel en rase campagne. Comment s'étonner que le champion du monde de boxe toutes catégories ait promptement envoyé au tapis un gringalet cruel certes, mais hâbleur et mal nourri ? On voit le cas que l'on peut faire de la comparaison souvent formulée entre la chute de Bagdad et celle du mur de Berlin.

En tout cas, la rapidité du dénouement et sa facilité inattendue après des débuts difficiles, eux-mêmes inattendus, ont produit l'effet

recherché et même annoncé par la formule « choc et stupeur » choisie par le Pentagone comme une sorte de nom de code des opérations militaires. Au-delà du champ de bataille, le choc et la stupeur semblent avoir frappé l'opinion mondiale et quasiment paralysé les facultés d'analyse des commentateurs et de certains hommes politiques. Essayons de garder la tête froide et d'esquisser un premier bilan. Essayons surtout de comprendre les faits et les événements au lieu d'asséner des jugements hâtifs et péremptoires.

LE POUVOIR DE LA FORCE

Ce qui caractérise avant tout cette guerre, c'est qu'elle est le pur produit d'une force mise en œuvre par une volonté. En matière de politique internationale, et surtout lorsqu'il s'agit de justifier une guerre, il est certes courant que les intentions affichées, toujours vertueuses, soient des faux-semblants servant de paravent à des arrière-pensées plus discrètes mais plus décisives. Cette fois cependant, on est allé vraiment très loin dans cette voie. Outre que les justifications avancées ont varié au cours du temps, elles se révèlent toutes assez inconsistantes quand on les considère objectivement.

On a d'abord invoqué l'émotion provoquée par les attentats du 11 septembre 2001 pour expliquer qu'il faut aller frapper le terrorisme dans son foyer d'origine. Mais autant l'argument justifie l'intervention en

Afghanistan, autant il tombe à plat à propos de l'Irak, puisqu'on n'a jamais sérieusement établi l'existence de liens entre le régime irakien et un réseau terroriste international tel que la nébuleuse connue sous le nom d'Al Qaida, en principe dirigée par Ben Laden. On ne saurait en dire autant de l'Arabie Saoudite.

On a ensuite fait grand cas des « armes de destruction massive ». Elles faisaient peser une terrible menace sur la paix mondiale et c'est pour les débusquer qu'il fallait mettre en branle la plus formidable des armadas. A l'heure où ces lignes sont écrites, on n'en a encore trouvé aucune trace. Il serait bien étonnant qu'on ne finisse pas par découvrir quelques bidons de produits nocifs (combien de pays seraient entièrement vierges et innocents ?), mais il faut constater que, s'ils existent, ils n'ont

servi à aucune destruction massive, ni même infinitésimale. Serait-ce que Saddam Hussein, soudain touché par la grâce humanitaire, aurait renoncé à s'en servir contre ses ennemis ?

Finalement, on semble s'être rabattu sur un objectif officiel et inattaquable : ce gigantesque déploiement de force avait été mobilisé pour libérer le peuple irakien d'une odieuse dictature. Sur ce point, tout le monde est d'accord. C'est même devenu un lieu commun obligatoire : tout propos sur l'Irak, quel que soit son point de vue, doit comporter une diatribe contre Saddam Hussein dénonçant la cruauté du personnage et compatissant aux souffrances d'un peuple sous sa botte. C'est merveille de voir dans le monde politique toutes ces sensibilités écorchées qui, dans un élan d'altruisme unanime, ne sauraient recouvrer la paix intérieure que si les

Irakiens vivaient enfin en démocratie. Evidemment, si l'on a le cœur assez sec pour garder son sang-froid, on se dit que cette sensibilité débordante est bien sélective (il y a sans doute quelques centaines de millions d'êtres humains aussi malheureux que les Irakiens) et qu'elle a pris son temps pour paraître au grand jour. Pendant près de trente ans, la cruauté parfaitement indiscutable de Saddam Hussein s'est exercée impitoyablement sans émouvoir la conscience universelle et sans empêcher son auteur d'être bichonné et armé, en tant que rempart contre l'Iran, par ceux mêmes qui affectent aujourd'hui de découvrir sa noirceur. Il est vrai que cette sorte d'hypocrisie est sans doute vieille comme le monde, et qu'il ne faut pas s'en indigner de façon trop naïve, mais on n'est pas obligé non plus de faire partie des benêts qui la gobent les yeux fermés.

Evoquons enfin une considération qui ne fait évidemment pas partie de la

panoplie officielle, mais qui est présente dans bien des esprits. Beaucoup pensent et chuchotent que si un pays occidental va écraser un pays arabe et musulman, c'est toujours bon à prendre et que cela servira de leçon aux autres. L'inconvénient de ce raisonnement, c'est qu'on ait précisément choisi pour cible un personnage qui ne croyait ni à Dieu ni à diable et une société un peu plus laïque que les autres pays arabo-musulmans. C'est aussi qu'on risque d'exciter le fanatisme islamique sans avoir le moins du monde atteint ses foyers, ses commanditaires, ses bailleurs de fonds ou ses bases de départ.

En somme, quels que soient les objectifs proclamés, avoués ou sous-entendus, on peut dire, en paraphrasant une formule célèbre, qu'ils ont tué le mauvais cochon («they killed the wrong pig»). Peut-être simplement parce qu'il était le plus facile à tuer.

Nous avons donc assisté à une pure démonstration de force. Pourquoi

les Etats-Unis ont-ils frappé ? Parce qu'ils agissent comme le Roi Lion. Pour prendre quelques précautions formelles, ils ont fait état de quelques prétextes dont ils n'étaient pas dupes, ils ont même feint de demander l'avis des Nations Unies, mais comme rien de tout cela n'a fonctionné, ils ont passé outre.

Faut-il s'en indigner ? Peut-être, si l'on se fait des illusions sur la nature humaine. En tout cas, au moins dans un premier temps, il faut prendre acte du retour tonitruant d'une réalité humaine (le pouvoir de la force) que l'on a pu affecter de nier dans les mots, mais qui est toujours restée vivante, prête à surgir. Ce qui est impressionnant, c'est de voir que bien des gens pensent maintenant que le président Bush et ses conseillers ont en effet raison sur les principes, alors qu'ils ne font que justifier rétroactivement la victoire de la force.

LA POSITION DE LA FRANCE

Et la France, dans tout cela ? La France, ou plutôt Jacques Chirac, qui en est l'incarnation aux yeux du monde entier. Il y a quelques semaines, il bénéficiait d'une popularité sans précédent. Ceux mêmes qui n'adhéraient pas à sa politique osaient à peine murmurer quelques réserves. Aujourd'hui, la tonalité est quelque peu différente. Les opposants haussent le ton, parlent de l'isolement de la France et des punitions que lui vaudra son attitude de rébellion contre l'autorité du maître.

A vrai dire, cette popularité reposait en partie sur une équivoque, soigneusement entretenue par certains. Bien que le président de la République n'ait perdu aucune occasion de réaffirmer, à juste titre, que l'attitude de la France n'avait rien à voir avec le pacifisme, il semblait, à tort, se trouver dans le même camp que les manifestations spectaculaires et médiatisées qui, elles, se faisaient au nom d'une opposition de principe à la guerre, et aussi aux Etats-Unis. C'était une façon, comme on dit aujourd'hui, de l'instrumentaliser. Précisons au passage que, de notre côté, nous qui avons toujours soutenu la politique de Jacques Chirac n'avions aucun point commun avec les manifestants qui essayaient de redonner un coup de peinture fraîche sur les vieux slogans gauchistes, anti-militaristes et démobilisateurs.

Aujourd'hui, avec un certain recul, comment juger la politique de la France ? N'est-il pas vrai que notre pays ne se trouve pas dans le camp du vainqueur et que, comme le dit le secrétaire d'Etat américain à la défense, il va devoir payer, à tous les sens du terme, le prix de son mauvais choix ? Ce raisonnement est celui de la médiocrité et de la courte vue.

Jacques Chirac, aux yeux du monde entier, est le chef de file de ceux qui n'approuvaient pas la politique des Etats-Unis. C'est maintenant ce que certains lui reprochent, en disant qu'il aurait mieux fait de rester bien au chaud, anonyme, au milieu de ceux qui n'emboîtaient pas le pas aux Américains sans toutefois s'y opposer ouvertement. A vrai dire, ce qui est en cause ici, c'est l'idée que l'on se fait du rôle de la France dans le monde, et cette idée est au moins aussi viscérale qu'intellectuelle. Depuis plus de vingt ans, la France avait cessé d'exister aux yeux du monde. En quelques mois, la situation s'est inversée, et notre pays a retrouvé une position éminente, et même unique. Ceci est un acquis solide et durable. Il y a sans doute des Français qui sont insensibles à ce genre de considérations : c'est qu'il leur manque quelques fibres essentielles, et nous ne connaissons pas de remède à une telle infirmité.

Bien entendu, une position éminente est une position plus exposée aux intempéries politiques. Or, un pays

ne peut pas se permettre de négliger ses intérêts : les nôtres ne vont-ils pas souffrir de notre attitude trop fringante ? Aurons-nous les reins assez solides ? Voilà la vraie question, et il faut la poser dans ses vraies dimensions et dans ses justes perspectives.

A court terme, sur le terrain économique, les pronostics que l'on entend sont souvent pessimistes. Ils le sont probablement trop. Rappelons-nous les boycotts catastrophiques qu'on nous avait prédits à la suite de la reprise de nos essais nucléaires (sur la décision de Jacques Chirac, déjà !). Il ne s'est strictement rien produit. Cette fois-ci, la situation politique est sans doute plus compromise, mais les éventuelles conséquences économiques ne pourront guère se produire qu'à la marge. La machine économique mondiale est trop énorme, trop complexe, trop imbriquée pour qu'un seul facteur, d'ailleurs externe, puisse avoir une influence déterminante. La qualité et la compétitivité de nos entreprises resteront le facteur essentiel de notre prospérité économique, y compris à l'exportation.

Mais surtout, nous ne devons pas rester le nez collé à notre guidon. Nous devons essayer de scruter la route qui s'ouvre devant nous, et qui est sans limite. Ce truisme est particulièrement valable aujourd'hui. En effet, bien loin d'être dans une situation figée, comme au temps de la

guerre froide, nous vivons sous le signe de la mobilité, et même de l'instabilité. Et c'est ici que nous revenons au fond du débat.

Beaucoup raisonnent comme si l'expédition militaire américano-britannique avait apporté une solution stable à une situation perturbée. En fait, c'est l'inverse qui est vrai : elle a mis en branle des facteurs de perturbation dans une situation qui n'était pas très satisfaisante mais qui, en termes géostratégiques, était relativement stable. Elle a ouvert la boîte de Pandore. Les Américains pensent qu'ils vont pouvoir rester maîtres de la situation nouvelle. En fait, ils croient pouvoir programmer aujourd'hui un système de pilotage automatique, alors que la seule chose certaine, c'est que tout peut arriver, et surtout l'imprévisible. Le chaos qui a immédiatement suivi la fin des opérations militaires peut être un signe annonciateur.

Allons plus loin. Au-delà de la guerre, au-delà des conséquences de la guerre, se pose la question de l'idée que l'on se fait de la future organisation du monde, pour autant qu'on puisse influencer sur elle. L'attitude de ceux qui reprochent à la France de s'être trop avancée en pointe et qui lui conseillent d'essayer de regagner en douceur le giron protecteur afin de

recueillir in extremis quelques miettes du festin, cette attitude a une logique, qui est de reconnaître à l'empire américain une prééminence de nature, une position non de partenariat, mais de suzeraineté vis-à-vis des autres pays, qui ne pourraient qu'être des vassaux, tenus au devoir de fidélité et récompensés par des caresses et des avantages en nature. Quant à ceux qui s'écarteraient des rangs, ils devraient être punis pour ôter aux autres toute velléité de les imiter.

A cet égard, l'attitude de l'administration des Etats-Unis envers la France est préoccupante. La France n'a pas porté tort aux intérêts américains essentiels. Contrairement à ce qui se passait lors de la construction du mur de Berlin ou de l'installation éventuelle de fusées à Cuba, la sauvegarde des Etats-Unis et du monde libre n'étaient pas en jeu. Il ne s'agissait que d'un différend politique. Jacques Chirac et Dominique de Villepin ont toujours pris soin de rester sur ce terrain, sans jamais prononcer une seule parole blessante. A cela ont répondu des paroles de mépris et des menaces plus ou moins voilées. Ces débordements verbaux sont d'autant plus regrettables qu'ils ont déclenché et alimenté des campagnes d'opinion qui risquent de laisser des traces profondes et

durables parce qu'elles touchent aux sentiments et aux passions des peuples.

Tels sont les enjeux : ils sont de taille. La France, à l'écart de toute provocation comme de toute humilité repentante, doit maintenir sa ligne.

Elle a choisi de se faire la championne du droit international appuyé par l'ONU. Officiellement, elle est obligée de tenir ce langage, car un pays qui veut jouer un rôle déterminant dans ce grand forum confus qu'est la politique à l'échelle mondiale doit le faire au nom de principes simples et immédiatement compréhensibles. Mais quand on n'est pas tenu au devoir de réserve ou à l'obligation de convenance diplomatique, on peut émettre quelques considérations complémentaires et envisager les choses sous des angles différents. Par exemple à propos de l'ONU. S'il est vrai que l'organisation internationale donne parfois plus l'image d'une foire d'empoigne que d'une incarnation de la sagesse et de la justice, nous devons pourtant invoquer et renforcer son autorité parce que, en raison de notre qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, nous pouvons nous en servir comme d'un atout dans notre jeu diplomatique.

LES VRAIS ENJEUX

Quant aux divergences entre la France et les Etats-Unis, elles portent ouvertement sur des questions de principe : le pays le plus puissant du monde déclenche une guerre préventive de sa propre initiative en invoquant officiellement des raisons qui ne sont guère que des prétextes, faisant ainsi prévaloir la force contre un droit international embryonnaire et donnant un mauvais exemple qui pourrait être suivi par d'autres.

Mais au-delà des principes, ce qui est en cause, ce sont des questions de fond portant sur les objectifs réels de la guerre et sur la stratégie mise en œuvre. On a longtemps dit que les Etats-Unis voulaient tout simplement mettre la main sur le pétrole irakien, et il est vrai que cette considération n'a pas manqué de jouer son rôle. Mais elle est loin d'être la seule. Il apparaît de plus en plus clairement, en parti-

culier d'après les déclarations et les écrits des proches conseillers du président Bush, que l'actuelle administration américaine veut profondément renouveler la carte politique du Proche et du Moyen Orient, et sans doute même au-delà. Pour atteindre cet objectif, elle est décidée à mettre en œuvre une panoplie comportant aussi bien le recours à la force pure et dure que les perspectives de prospérité économique pour tous et les promesses d'un avenir politique radieux grâce à la libération des peuples et à leur accession à la démocratie, valeur universelle indépassable. Cette mission quasi messianique ne peut incomber qu'à un seul peuple, qui a le droit et le devoir d'accorder sa bienveillance à ses féaux, d'écarter dédaigneusement les obstacles formels (comme l'ONU) et de vouer à la vindicte les mécréants

(comme la France). Cet état d'esprit est assurément un puissant moteur pour l'action. Malheureusement, un projet aussi grandiose est exposé à connaître le sort des vastes entreprises utopiques, c'est-à-dire à obtenir un résultat inverse de celui qui était souhaité (par exemple le renforcement d'un islamisme extrémiste et terroriste), non sans avoir semé chemin faisant quelques fâcheux dégâts « collatéraux ». Les faits sont têtus. Les racines de l'histoire sont profondes et enchevêtrées. Il ne suffit pas de couper quelques arbres pour les extirper. Jacques Chirac a voulu, en substance, dissuader George W. Bush de s'engager dans une politique aventureuse, sur un terrain qu'il ne connaît pas et avec des moyens inappropriés.

UNE FRANCE FORTE, CONDITION DE L'ÉQUILIBRE DU MONDE

Il y a les amples perspectives et il y a la vie quotidienne, celle d'aujourd'hui et de demain. C'est dans celle-ci d'abord que nous devons nous

mouvoir. Quelles vont être, dans les mois qui viennent, nos relations avec les Etats-Unis ? On entend de tous côtés s'élever des voix pour nous

conseiller de rentrer au bercail à pas feutrés, tête basse et bouche cousue, comme un garmement revenu d'une escapade inconsidérée, dans l'espoir

de ne pas encourir de punitions trop rudes de la part du maître justement courroucé. Voilà bien la faute la plus lourde que nous pourrions commettre, non seulement, au regard de la dignité, parce que nous n'avons pas à renier une position qui se révélera judiciaire avec le temps, mais même en fonction de notre intérêt. Les Américains peuvent être vindicatifs, durs ou injustes, mais rarement mesquins, et ce serait un moyen très sûr de susciter leur mépris et d'être maltraités que de nous aplatis devant eux. Nos deux pays se sont affrontés comme peuvent le faire deux fortes personnalités. Chacun est allé au bout de sa logique. Les événements vont se charger, peut-être plus tôt qu'on ne le pense, de rappeler qu'il peut y avoir un abîme entre des plans rectilignes sur papier millimétré et la rugueuse réalité. La position que la France s'est acquise sur la scène internationale pourrait bien se révéler précieuse, et pas seulement pour elle. N'oublions pas que le véritable ennemi, notre ennemi commun, c'est le terrorisme islamiste, dont on ne viendra à bout que par une action coordonnée de tous ceux qui entendent bien ne pas devenir ses victimes. Nous devons à ce sujet couper court à tout malentendu et ne pas laisser penser, même fugitivement, que notre position diplomatique

pourrait nous désigner pour être une sorte de terre d'expansion naturelle de l'islam.

Une dernière leçon que l'on peut tirer des événements de ces derniers mois, c'est que nous sommes plus que jamais obligés de faire preuve de rigueur et de courage. Contrairement à ce que certains affectent de croire, Jacques Chirac n'a pas engagé la France dans la voie de la facilité, du consensus mou, du refus du risque et encore moins du pacifisme. Il l'a au contraire engagée dans la voie de l'affirmation d'elle-même, et cette voie est nécessairement celle de l'effort. Une France en charentaises, qui considérerait les trente-cinq heures, la RTT et la retraite à cinquante ans comme le couronnement de la civilisation et qui prendrait le principe de précaution comme devise nationale, tout en prétendant jouer un rôle majeur à l'échelle mondiale, cette France serait un objet de risée universelle, comme la grenouille qui voudrait se faire aussi grosse que le bœuf.

Nous faisons partie de la vieille Europe, et c'est plutôt un titre de gloire. Pour autant, nous ne devons pas nous résigner à devenir une Europe vieille. Vis-à-vis des Etats-Unis, nous pouvons avoir avec eux des différends, mais nous avons sans

doute à prendre chez eux des leçons de vitalité : même lorsqu'ils s'engagent sur un mauvais chemin, ils le font du moins avec détermination, sans se laisser entamer par le doute ou la mauvaise conscience.

Ne soyons pas simplistes. Ne nous imaginons pas que la force ait toujours tort et que la faiblesse ait toujours raison. Un troupeau de moutons ne suit pas forcément le droit chemin et se laisse facilement conduire à sa perte. Seule une France forte peut peser d'un poids suffisant pour faire prévaloir son objectif : non pas l'utopie folle d'un monde définitivement pacifié et rationnel ni la tentation vertigineuse d'un empire universel à une seule tête, condamné à terme à s'effondrer sous la charge surhumaine de sa propre démesure, mais un monde équilibré, compromis toujours instable et toujours remis sur le chantier entre des forces et des principes divergents et souvent explosifs, ce qui est la nature même de la condition humaine, à l'échelle des nations au moins autant qu'à l'échelle des individus.

Nous avons, à juste titre, une politique internationale ambitieuse. Nous sommes condamnés à nous donner les moyens de notre ambition.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE

Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181

Demande d'adhésion

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
 Date et lieu de naissance Souhaitez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

- je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
 je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :
 100 € ou plus 50 € 30 € 20 €
 je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €
 je désire m'abonner à «Vigilance et Action» (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 160 € simple 30 €

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis-Rouquier 92300 Levallois-Perret
 Tél. 01 47 57 34 44 - Télécopie 01 47 57 34 24 - Courriel : m.i.l@noos.fr - Site Internet : www.lemil.com

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.